

Journal des guerres de l' Otan

N° 94 du 26.04.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 Manlio Dinucci : La course folle de la dépense militaire

5-2 L'Union Pour la Méditerranée: L'Outil du *Soft Power* pour la Globalisation de l'OTAN.

5-3 [René Naba](#) : Bernard Henri Lévy - Homme de son temps ou Homme de l'Otan?

Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

5-1 Manlio Dinucci : La course folle de la dépense militaire.

Pendant le temps que vous mettrez à lire cet article, on aura dépensé dans le monde 10 millions de dollars de plus en armes, armées et guerre. La dépense militaire mondiale se monte en effet à 3,3 millions de dollars à la minute. Soit 198 millions par heure, 4,7 milliards chaque jour. Ce qui équivaut à 1.738 milliards de dollars en une année. Ces données sont celles de 2011, publiées hier par le Sipri, le fameux institut international dont le siège est à Stockholm.

Les Etats-Unis sont toujours la locomotive de la dépense militaire, avec 711 milliards de dollars, équivalents à 41% du total mondial. La coupe annoncée de 45 milliards annuels dans la prochaine décennie reste encore à voir. Les économies devraient être effectuées en réduisant les forces terrestres et en restreignant les pensions (assistance médicale comprise) des anciens combattants.

Objectif du Pentagone : rendre les forces étasuniennes plus agiles, plus flexibles et prêtes à être déployées encore plus rapidement. La réduction des forces terrestres prend place dans la nouvelle stratégie, testée avec la guerre en Libye : utiliser l'écrasante supériorité aérienne et navale étasunienne et en faire assumer la plus grosse charge par les alliés. Mais les guerres n'en coûtent pas moins pour autant : les fonds nécessaires, comme cela s'est passé pour la guerre contre la Libye, sont autorisés par le Congrès à chaque fois, en les ajoutant au budget du Pentagone. Et s'ajoutent aussi à cela d'autres postes à caractère militaire, parmi lesquels environ 125 milliards annuels pour les militaires au repos et 50 pour le Département de la sécurité de la patrie, portant la dépense étasunienne à environ la moitié de celle mondiale.

Dans les estimations du Sipri, la Chine reste au deuxième rang par rapport à 2010, avec une dépense estimée à 143 milliards de dollars, équivalents à 8% de la dépense mondiale. Mais son rythme de croissance (170% en termes réels en 2002-2011) est plus grand que celui de la dépense étasunienne

(59% pour la même période). Cette accélération est due fondamentalement au fait que les USA sont en train d'opérer une politique de « *containment* » de la Chine, déplaçant de plus en plus le centre focal de leur stratégie dans la région Asie/Pacifique. En rapide augmentation aussi la dépense de la Russie, qui passe, avec 72 milliards de dollars en 2011, du cinquième au troisième poste parmi les pays ayant les plus grandes dépenses militaires.

Suivent la Grande-Bretagne, la France, le Japon, l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Allemagne, le Brésil et l'Italie. La dépense militaire italienne est estimée par le Sipri, pour 2011, à 34,5 milliards de dollars, équivalents à environ 26 milliards d'euros annuels. L'équivalent d'une grosse loi de Finances.

Dans la répartition régionale, l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon totalisent environ 70% de la dépense militaire mondiale : c'est donc la triade, qui jusqu'à présent a constitué le « centre » de l'économie mondiale, qui investit les plus grandes ressources dans le domaine militaire. Ceci a un effet de répercussion sur les régions économiquement moins développées : par exemple, l'Afrique compte à peine 2% de la dépense militaire mondiale, mais l'Afrique du Nord a enregistré la croissance la plus rapide de la dépense militaire dans les sous-régions (109% en termes réels en 2002-2011) et celle du Nigeria aussi est en croissance rapide.

La dépense militaire continue ainsi à augmenter en termes réels. Selon les estimations du Sipri, elle a grimpé à 250 dollars annuels pour chacun des 7 milliards d'habitants de la planète. Un chiffre apparemment négligeable pour un citoyen moyen d'un pays comme l'Italie. Mais qui, additionné aux autres, devient un fleuve d'argent public qui se perd dans un puits sans fond. Avant même de tuer quand elle est convertie en armes et armées, la dépense militaire tue en soustrayant des ressources vitales à des milliards d'êtres humains.

L'article de Manlio Dinucci, dans Il Manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120418/manip2pg/01/manip2pz/321318/>

Merci à Marie-Ange pour la traduction

Écrit par : gilles | 19.04.2012

Le site du SPIRI : <http://www.sipri.org/>

5-2 L'Union Pour la Méditerranée: L'Outil du *Soft Power* pour la Globalisation de l'OTAN.

La géopolitique des Etats Unis tend à démontrer une farouche volonté de conserver une mainmise sur les armées des territoires conquis.

La division géographique du monde en zones de responsabilités - responsabilité qui serait donc la leur - en est une preuve évidente.

Dans cette perspective, L'OTAN est en réalité le résultat d'une conquête: celle des Nations Européennes occupées suite à la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

Dans la poursuite de ces intérêts de globalisation de leur puissance et donc de vassalisation des Nations, l'OTAN a progressivement révélé son véritable dessein en poursuivant sa volonté d'élargissement malgré la chute de l'URSS à laquelle elle était vouée à faire contrepoids.

L'Inclusion des Politiques de Cooptation de l'OTAN par l'Union Européenne.

L'occupation de l'espace européen se concrétisa politiquement avec l'Union Européenne qui agit en tant que vassal des intérêts états-uniens. L'UE renforce l'intégration de l'OTAN au sein de l'Europe et par extension établit une coopération sécuritaire et administrative avec les Etats-Unis. Lorsqu'en 1995, l'Europe se tourne vers ses voisins méditerranéens avec le Processus de Barcelone (ou EUROMED), une nouvelle voie est offerte aux Etats-Unis pour leur projet d'extension de leur hégémonie. Basé officiellement sur une volonté de créer des liens avec ses voisins méditerranéen, le projet mutera avec les efforts de Nicolas Sarkozy. En 2008, ces efforts sont récompensés et officialisent la création de l'Union Pour la Méditerranée (UPM) qui regroupera les 27 pays membres de l'UE ainsi que 16 voisins d'Afrique du Nord et du Moyen Orient. La nouvelle organisation régionale se donne alors pour objectif de "promouvoir l'intégration économique et démocratique" de ces 16 pays.

Parmi ces pays, figurent des pays n'ayant aucune côte avec la mer Méditerranée comme la Mauritanie et la Jordanie. Mais ces derniers ont le bénéfice de faire partie du Mediterranean Dialogue de l'OTAN. Créée en 1994, cette initiative de coopération de l'OTAN regroupa dans un premier temps L'Egypte, Israël, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie. Ils seront ensuite rejoints par la Jordanie (1997) et l'Algérie (2000). L'initiative permit notamment d'obtenir l'envoi de troupes égyptiennes, marocaines et jordaniennes au sein des Opérations de Maintien de la Paix menées par l'OTAN en Bosnie et au

Kosovo[i][1]. En 2004, une nouvelle initiative de coopération est lancée par l'OTAN en Turquie cette fois. Il s'agit de l'Istanbul Cooperation Initiative (ICI) qui a accessoirement opéré la jonction du Conseil de Coopération du Golfe avec l'OTAN.ii[ii][2] Cette initiative est une extension du Méditerranéen Dialogue à laquelle elle est identique en dehors de son objectif géographique qui est le Golfe Persique. Ces deux initiatives se renforcent progressivement avec la création de l'Union pour la Méditerranée.

Les Etats-Unis et leurs alliés affichent donc une double stratégie: une stratégie de coopération militaire avec l'OTAN et une stratégie politique de *soft power* importée des Etats Unis et pris en charge par l'Union pour la Méditerranée dont une des vocations est la "démocratisation" de ses pays membres. Sur le Continent africain, ce projet est perçu comme une concurrence directe, voir un moyen d'affaiblir l'Union Africaine, projet conduit par la Jamahiriya Arabe Libyenne. La Libye ne jouera d'ailleurs qu'un simple rôle d'observateur au sein de l'Union pour la Méditerranée. Le projet est de surcroît très favorable à la division géographique de l'Afrique selon le découpage imaginé pour installer AFRICOM ainsi que selon la carte inspirée du Conflit de Civilisation cher aux néo-conservateurs. L'UPM détache l'Afrique du Nord du continent territorial, tout comme le proposent ces projections. Les pays du Moyen Orient membres de l'UPM (Liban, Jordanie, Syrie, Palestine) font quant à eux partie du projet de *Nouveau Moyen Orient* et sont au centre de la politique extérieure commune de l'Union Européenne, des Etats-Unis et d'Israël.

REMDH ou le Soft Power Euro-Etatsunien.

Le point commun de tous les pays de l'UPM est qu'ils ont tous été lors du siècle dernier soit des colonies, soit sous mandat de Nations Européennes. Ceci crée la possibilité d'utiliser l'expérience de ces Nations Européennes dans le remodelage, la déstabilisation et l'exploitation de ces pays. Par ailleurs, les problèmes domestiques rencontrés par ces pays sont souvent des conséquences de la colonisation, de l'ingérence et de projections stratégiques antérieures qui ambitionnaient déjà des projets de remodelages comme l'OCRSiii[iii][3] ou le Mandat Français en Syrieiv[iv][4].

Dés 1995, le Processus de Barcelone prépara le terrain à l'ingérence en demandant l'application de certaines recommandations relatives aux droits de l'homme. En parallèle et officiellement pour concourir à l'application de ces recommandations, le Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH) voit le jour. C'est lors d'une réunion organisée au Danish Institute for Human Rights à Copenhague en 1997, qu'une dizaine d'individus se réunit pour penser ce que serait ce réseau[v][5]. Le Danemark n'est pas un pays étranger à l'OTAN puisque dix ans plus tard, son premier ministre Anders Fogh Rasmussen, en deviendra Secrétaire Général. Par ailleurs, le Danemark est une des clefs du *Soft Power* dans la mesure où sa contribution financière aux ONGs internationales est bien supérieure à celle des Etats-Unis, ce qui se révélera être très utile pour le REMDH.

Le réseau opte dès le départ pour oeuvrer en coopération avec les objectifs du Processus de Barcelone mais aussi avec ceux de la Commission Européenne et des gouvernements et parlements des Pays Partenaires. Le sous-comité du Parlement Européen en charge des Droits de l'Homme, et celui en charge des questions politiques et sécuritaires coopèrent également avec le REMDH. Sur son site internet, le réseau se présente tout de même comme "un réseau composé de plus de 80 membres représentant des organisations de défense des droits de l'homme, des institutions et des personnes situées dans 30 pays de la région euro-méditerranéenne". Pourtant, le réseau décidera dès son baptême de favoriser la création d'un réseau international d'ONGs dépassant largement les frontières de l'Union Européenne et de la Méditerranée, en particulier de l'autre côté de l'Atlantique.

Les financements du réseau sont donc en parfait accord avec ces objectifs puisqu'ils proviennent premièrement de l'Agence Danoise de développement international (DANIDA), qui fut choisie par le réseau lui-même pour premier collaborateur. Viennent ensuite les financements de la Commission Européenne (618,222 euros pour 2002), de plusieurs services de Ministères des Affaires Etrangères ou d'agences gouvernementales de pays européens: France (59,000 euros pour 2009), Espagne (125,000 euros pour 2006), etc. Des fondations extra-européennes comme la Fondation Ford (107,689 euros pour 2008) et la néo-zélandaise Peace Foundation apportent également de généreuses sommes au réseau.vi[vi][6]

La Jonction avec la NED et le Lobby Pro-OTAN au Conseil des Droits de l'Homme.

La National Endowment for Democracy (NED), agence gouvernementale des Etats-Unis notoirement connue pour sa contribution aux changements de régimes, notamment *via* son ingérence dans des processus électoraux souverains, est également propre à semer la division dans la société civile de nombreux pays. Elle ne finance pas directement le REMDH mais est cependant parvenue, depuis au moins la période des guerres d'Afrique Centrale, à nouer des partenariats avec des ONGs européennes. Notamment avec la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme) qui regroupe 164 ONGs dans le monde. Le REMDH va contribuer à renforcer l'action de la NED en améliorant ses partenariats avec de grandes ONGs européennes - elles aussi membres du réseau- et très actives dans les Pays ciblés par Washington au moins depuis le "*Printemps Arabe*".

Le Cairo Institutes for Human Rights Studies (CIHRS) est une ONG clef du réseau et est également membre de la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme). Elle fut fondée en 1993 par Bahey El Din Hassan qui fut élu membre du Comité Exécutif du REMDH lors de sa seconde réunion en 1997. En décembre 2011, il participa à une réunion de l'Atlantic Council co-organisée par le Rafik Hariri Center for the Middle East et portant sur le sujet de l'Egypte dont il est originaire.vii[vii][7] Il fut notamment question de l'arrestation des membres d'Amnesty International, de Human Rights Watch et de la National Endowment for Democracy accusés d'ingérence dans les affaires égyptiennes. Le CIHRS de Bahey El Din Hassan joue un rôle important car elle est en réalité l'organisation chargée du lobbying du REMDH et de la NED au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève. L'organisation participe à un maximum de sessions concernant les Etats du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord. Le concept d'ingérence étant le mot d'ordre de cette organisation, c'est également elle qui accuse certains gouvernements de violer les droits de l'homme afin d'obtenir le soutien du Conseil pour une intervention prétendument humanitaire. Ce fut le cas pour la Syrie, pour lequel Radwan Ziadeh, récipiendaire d'une bourse de la NED, put s'exprimer au nom du CIHRS lors de la 18ème Session Spéciale du Conseil des Droits de l'Homme viii[viii][8]. L'organisation permet donc d'introduire d'autres organisations membres du REMDH au Conseil des Droits de l'Homme comme le Damascus Center for Human Rights Studies de Radwan Ziadeh. Ce dernier participe par ailleurs aux tables rondes remettant le Democracy Award, récompense offerte aux militants des droits de l'homme triés sur le volet par le département d'Etat états-unien.ix[ix][9]

La Ligue Libyenne des Droits de l'Homme (LLDH) est également membre du REMDH depuis 1999, et y fut officiellement représentée par Ali Zeidan qui deviendra plus de dix ans plus tard le porte parole du CNT Libyen ainsi qu'un négociateur des intérêts pétroliers de la Libye avec les puissances qui l'attaquent. Ali Zeidan fut également à l'origine de la légende des prétendus 6000 morts de la répression de Kadhafi. La LLDH accusa également le gouvernement libyen d'un tas d'exactions non-documentées lors de la 15ème Session Spéciale du Conseil des Droits de l'Homme en Février 2011. Ces éléments, sans enquête préliminaire, furent successivement pris au sérieux par le Conseil des Droits de l'Homme puis par l'Assemblée Générale. Ils devinrent ensuite la justification des Résolutions 1970 et 1973 du Conseil de Sécurité. Pourtant, ces allégations ne reposaient sur aucune preuve et plusieurs ministres du Conseil National de Transition libyen étaient auparavant - ou au même moment- également membre de cette Ligue Libyenne des Droits de l'Homme.x[x][10]

Quant à son secrétaire général et porte parole au Conseil des Droits de l'Homme Sliman Bouchuiguir, il est depuis devenu ambassadeur de la "Libye libre" en Suisse et fut l'auteur en 1979 de "L'Utilisation du Pétrole en tant qu'Arme Politique: Un Cas d'Etude de l'Embargo Arabe sur le Pétrole de 1973". xi[xi][11] Cette étude fut réalisée sous la responsabilité de Bernard Reich à la Washington University. Bernard Reich est un des grands théoriciens de la politique commune des Etats-Unis et d'Israël au Moyen Orient et s'intéresse également à la politique d'Israël en Afrique. Il est un grand défenseur du Projet de *Nouveau Moyen Orient*. Il est en outre consultant pour un nombre incroyable d'instituts, notamment pour l'Atlantic Council.xii[xii][12]

Le REMDH a également accrédité une liste de "Membres Associés" au réseau. Certaines organisations sont bien connues pour leur lien avec le département d'Etat Américain comme Amnesty International. Sa nouvelle Directrice Exécutive, Suzanne Nosel, arrive fraîchement du Bureau de la Mission Permanente des Etats-Unis aux Nations Unies.

-La présidente de sa branche française, Geneviève Garrigos, fut la première à déclarer sous la pression manifeste de la chaîne de communication du Ministère des Affaires Etrangères, France 24, "nous avons reçu des informations comme quoi Kadhafi aurait des mercenaires" avant de reconnaître cinq mois plus tard que "ceci n'était qu'une rumeur diffusée dans les médias".xiii[xiii][13]

-C'est sa branche Suisse, cette fois en la personne de Manon Schick, qui exprima publiquement la nécessité d'une opération militaire pour sécuriser une possible "mission humanitaire" en Syrie. xiv[xiv][14]

Parmi les autres membres du réseau figurent également des organisations très actives dans la diffusion du message d'ingérence humanitaire à la fois dans les médias et au sein du Conseil des Droits de l'Homme comme Human Rights Watch USA où Susan Nosell a également exercé en tant que Chargée des Opérations.xv[xv][15]

AFRICOM: L'OTAN Humanitaire pour l'Afrique.

Ces prétendues ONGs sont en réalité des Organisations Para-Gouvernementales dont l'objectif est clairement d'introduire le concept d'ingérence dans les régions où l'OTAN et ses alliés souhaitent intervenir pour poursuivre leurs intérêts géostratégiques. Ces ONGs agissent en contradiction totale avec les statuts d'ECOSOC (Conseil Economique et Social des Nations Unies), office chargé de les accréditer. Elles ne devraient en effet pas recevoir de fonds de gouvernements pour obtenir certaines accréditations.xvi[xvi][16] Il est maintenant connu que cette contrainte peut facilement être contournée par l'intermédiaire des financements de grandes fondations, de réseaux, mais aussi par l'intermédiaire de la NED et des nombreux partenariats qu'elle parvient à créer. Ces organisations n'entretiennent pas nécessairement de liens avec des services de renseignement étrangers mais se comportent comme ces services de renseignement: elles collectent des informations sur la situation des pays et fabriquent la propagande qui sera ensuite distillée au Conseil des Droits de l'Homme. Mais aussi, elles nuisent à la véritable Société Civile locale: la divisent et la privent de sa légitimité, tout en recrutant en son sein les individus et organisations qui suivront leur agenda politique.

L'Organisation des Nations Unies, dont la Charte et la structure ont été imaginés afin de permettre l'expression des Etats souverainsa pour but de promouvoir un dialogue permettant une stabilité internationale. Elle semble malheureusement avoir été complètement corrompue par certaines puissances dont l'arrogance et le déclin conjugués, les poussent de plus en plus à agir derrière ces prétendues ONGs. Ce simple constat devrait amener à une réflexion quant aux intentions mêmes de ces ONGs dont les résultats sont incontestablement nuisibles à l'équilibre international.

Dans ce contexte, le Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme apparaît finalement pour ce qu'il est: une entreprise commune des Etats-Unis et de l'Union Européenne pour parvenir au projet ultime: la globalisation de l'OTAN. Dans un premier temps, il s'agissait de priver les Nations Européennes de leur souveraineté, de les occuper et d'intégrer leurs armées dans l'OTAN. Dans un second temps, il fallut coopter la politique étrangère de ces mêmes Nations au profit de l'OTAN. Ces Nations doivent alors mettre en application les stratégies d'intimidation du *Soft Power*, visant à créer des prétextes humanitaires d'intervention. Enfin, il s'agira ensuite de coopter les voisins et anciennes colonies des Nations Européennes comme c'est actuellement en cours avec AFRICOM (Commandement Armé des Etats-Unis pour l'Afrique). AFRICOM a pour vocation de devenir un OTAN de l'Afrique et entraîne déjà depuis 2002 de nombreuses troupes africaines. C'est en réalité AFRICOM qui mena les premières opérations contre la Libye, l'OTAN n'interviendra qu'en second. Quant à la doctrine du *Soft Power*, et sa *Responsabilité de Protéger*, qui a -comme on le sait- tant protéger les vies libyennes, elles sont mises en oeuvre par ce Réseau Euro Méditerranéen des Droits de l'Homme dont les objectifs sont désormais connus.

Julien Teil

- xvii[xvii][1] Security cooperation with the Mediterranean region and the broader Middle East
<http://www.nato.int/docu/mediterranean/secopmed-e.pdf>
- xviii[xviii][2] Istanbul Cooperation Initiative http://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_58787.htm?
- xix[xix][3] L' *Organisation commune des régions sahariennes*, (OCRS) s'étalait dans le Sahel et le Sahara. Elle comprenait le Mali, le Niger, le Tchad, et L'Algérie. Le but alors recherché par la France était la réunion de toutes les ressources importantes de la région dans un même Etat pour en faciliter l'extraction (Gaz, Pétrole et Uranium). Le projet fut abandonné avec l'acroissements des mouvements de libération africains. La France dissolva le projet suite à l'indépendance de l'Algérie en 1962.
- xx[xx][4] Le Mandat Français en Syrie (1920-1946) découlait directement des accords de Sykes-Picot. Plusieurs projets furent imaginés mais tous étaient basés sur l'idée d'un découpage communautaire de la Syrie. Certaines revendications communautaires contemporaines au mouvement d'opposition à Bachar Al Assad qui a démarré début 2011 étaient à l'origine proposées par la France lorsqu'elle était la puissance mandataire.
- xxi[xxi][5] Report from the Founding Meeting of the Euro-Mediterranean Human Rights Network (1997)
<http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&ved=0CDgQFjAB&url=http%3A%2F%2Fwww.euromedrights.org%2Ffiles.php%3Fforce%26file%3Dreports%2Femhrn-report-1997-1.pdf&ei=IHSRT9qZDIIm2hQfGrJybBA&usg=AFQjCNFDsPfKs8tKdlF6VAopg3riw6VqAw>
- xxii[xxii][6] Core Network Documents:
<http://www.euromedrights.org/en/permalink/3055.html>
- xxiii[xxiii][7] The Atlantic Council's Rafik Hariri Center for the Middle East held a lunch discussion with **Bahey El Din Hassan**, Director of the Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS) and one of Egypt's leading human rights activists, on December 2, 2011.
<http://www.acus.org/event/discussion-egypt-bahey-el-din-hassan>
- xxiv[xxiv][8] Intervention de Radwan Ziadeh lors de la 18 Session Spéciale du Conseil des Droits de l'Homme.
<http://www.unmultimedia.org/tv/webcast/2011/12/cairo-institute-18th-special-session-human-rights-council.html>
- xxv[xxv][9] Syrie: Ingérence ou Médiation ? – Centre pour l'Etude de l'Ingérence-
<http://www.youtube.com/watch?v=w4d7hwYjslk>
- xxvi[xxvi][10] Guerre Humanitaire en Libye: Il n'y a pas de preuves !
http://www.youtube.com/watch?list=PLCB002CA22CCB7713&feature=player_embedded&v=koYzkeWHtQA
- xxvii[xxvii][11] *The Use of Oil as a Political Weapon: A Case Study of the 1973 Arab Oil Embargo*
http://books.google.fr/books/about/The_use_of_oil_as_a_political_weapon.html?id=G7NbNQAACAAJ&redir_esc=y
- xxviii[xxviii][12] Dr Bernard Reich ; Lectures, Presentations and Seminars
<http://www.nbrconsulting.com/DrReich/lectures/universities-us.shtml>
- xxix[xxix][13] Les Mercenaires de Kadhafi et la Division de l'Afrique:
http://www.youtube.com/watch?list=PLCB002CA22CCB7713&feature=player_embedded&v=acEedYLMZLc
- xxx[xxx][14] Op cit. Syrie: Ingérence ou Médiation ? – Centre pour l'Etude de l'Ingérence-
<http://www.youtube.com/watch?v=w4d7hwYjslk>
- xxxi[xxxi][15] Pour une biographie plus complète de Suzanne Nosel, consulter:
<http://www.youtube.com/watch?v=-qTSWe2UJ3c>
- xxxii[xxxii][16] Introduction to ECOSOC Consultative Status
<http://csonet.org/index.php?menu=30>

5-3 **René Naba** : Bernard Henri Lévy - Homme de son temps ou Homme de l'Otan?
Mutique en Palestine comme auparavant à propos des pétromonarchies arabes du Golfe, actif néanmoins contre l'Iran et la Syrie, signant par la même et son alignement atlantiste et son engagement sioniste.

René Naba

Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information.

Rene Naba est l'auteur des ouvrages suivants :

"De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde" Editions l'Harmattan Mai 2009

"La Libye, la révolution comme alibi" Editions du Cygne septembre 2008

«Il y a un précédent d'un écrivain français déclenchant une guerre, c'est celui de Chateaubriand.

Chateaubriand ou Malraux». Bernard Henry Lévy, in «La guerre sans l'aimer», Edition Grasset-Novembre 2011, récit de l'exposition médiatique du philosophe au printemps 2011 en Libye.

André Malraux côtoyait De Gaulle et murmurait à l'oreille du cheval. Il tonnait le verbe, commandait l'action, catapultait l'enthousiasme. Bernard Henry Lévy, son De Gaulle à lui,.... C'est Moustapha Abdel Jalil, le ministre tortionnaire de la Justice de Kadhafi, l'ordonnateur des exécutions des activistes libyens et de l'incarcération des infirmières libyennes. Il tutoie Nicolas Sarkozy, se contorsionne sur les plateaux de télévisions et verrouille de son promontoire éditorial le réseau de ses laudateurs.

Chacun son style. Chacun conforme à sa dimension, conforme l'auditoire à ses ambitions.

Entre l'homme d'action et le rhéteur mondain, il existe une différence d'échelle, celle qui distingue un homme de légende d'un successeur présomptueux, celle qui démarque un personnage historique, d'un nouveau philosophe en quête septuagénaire d'une gloire narcissique (1).

Commandant de l'escadrille España en 1936-1937, commandant de la brigade Alsace-Lorraine en 1944-1945, engagé volontaire au sein des brigades internationales, Malraux, légendaire colonel Berger, vivra au quotidien sa «condition humaine». Avec panache, face aux Spitfire allemands dans le ciel de la guerre d'Espagne, pour la défense de la République face au fascisme, pour la mémoire du philosophe Miguel De Unamuno, Recteur de l'université de Salamanque assassiné par les franquistes (2). Pour «l'Espoir» (3). Dans les Vosges, en Alsace en soutien à la première armée française pour la prise de Dannemarie, de Strasbourg et de Colmar. Dans les rangs des partisans, sur le plateau des Glières face à l'une des premières divisions cuirassées de l'empire hitlérien, la division Das Reich.

Sa règle de vie, le philosophe du botulisme l'a officialisée dans son œuvre majeure, «La Règle du Je». Egotique et prémonitoire règle -«du jeu» ?- qui déploie mensuellement la fatuité vaniteuse du plus en vue des chroniqueurs plagiaires germanopratsins (4).

I- La Libye, point d'évacuation du contentieux para matrimonial entre Nicolas Sarkozy et Bernard Henri Lévy

La Libye, sa 4eme tentative pour forcer les portes du Panthéon médiatique, aura été la bonne. En Afghanistan, sa rencontre imaginaire avec le Commandant Massoud Shah l'avait couvert de ridicule. En Bosnie, son œuvre cinématographique a sombré dans la platitude. En Géorgie, sa couverture des hostilités, loin du champ de bataille, débusqué aux arrières des lignes, achèvera de le discréditer en même temps que ses papiers d'un genre nouveau sur le plan journalistique, le tourisme de guerre. La Libye fut sa bouée de sauvetage, sa planche de salut. 42 ans d'un règne calamiteux et abusif, un soulèvement populaire arabe prenant de revers l'ensemble de la doxa officielle occidentale, la volonté de revanche d'un orgueil bafoué par les plus récents hôtes obséquieux d'un dictateur erratique, le rêve de grandeur d'un président calamiteux à la recherche d'un trophée compensatoire à la brillante prestation diplomatique onusienne lors de la guerre d'Irak de son preux contestataire qu'il promettait de pendre aux «cros d'un boucher», les appétits aiguisés par l'or noir d'Européens en période de crise endémique de l'endettement occidental.... La cause était entendue, la proie facile.

La Libye fut son Austerlitz, sans son soleil. Sous le regard amusé des téléspectateurs de la planète, L'homme sera publiquement écarté à deux reprises de la tribune d'honneur célébrant les festivités de la victoire, lors de la visite à Benghazi, du tandem franco anglais David Cameron-Nicolas Sarkozy. La Libye sera aussi L'Austerlitz de son interlocuteur: Nicolas Sarkozy. La Libye sera, de fait, le point d'évacuation du contentieux para matrimonial entre Nicolas Sarkozy et Bernard Henri Lévy, entre l'époux de la «chipeuse» et le père de la victime (5).

Sur les malheurs du peuple libyen, Nicolas Sarkozy a en effet scellé sa réconciliation avec le théoricien de la guerre humanitaire, purgeant un contentieux souterrain para matrimonial, à la faveur d'un indécent ballet diplomatique, couvrant de ridicule la France, en contournant le nouveau ministre des Affaires étrangères, le gaulliste Alain Juppé, supposé restaurer le prestige terni de la diplomatie française.

«Juppé... On se souvient de la façon dont il s'est conduit au moment de la Bosnie, puis du Rwanda, il sera forcément contre cette histoire libyenne. Il ne serait pas Juppé s'il n'était pas contre. Si je peux me permettre un conseil: tout faire depuis ici, à travers la cellule diplomatique, et ne rien dire à personne - garder le secret, même pour Juppé», chuchotera l'intrigant à l'oreille présidentielle complaisante, ravie de jouer un mauvais tour au «meilleur des compagnons chiraquiens».

Instrumentalisant l'opposition libyenne sur fond de gesticulation médiatique, au risque de la délégitimer, au risque de replacer le peuple libyen sous la tutelle de pays occidentaux qui se sont fort peu préoccupés de sa liberté sous la mandature Kadhafi, le tandem Sarkozy BHL a fait du théâtre libyen une kermesse, distribuant des satisfactions d'amour propre aux principautés pétrolières en compensation de gracieusetés dont elle a bénéficié de sa part. L'implication d'un des chefs de file majeur de la stratégie médiatique israélo-américaine sur le théâtre européen dans le changement démocratique en Libye a bridé l'adhésion populaire arabe à l'opposition anti Kadhafi et quelque peu obéré sa crédibilité.

Sautant d'avion en avion du Caire à Benghazi, monopolisant les plateaux de télévision pour glaner les lauriers de sa diplomatie volante, usant pour ce faire d'audaces verbales, Bernard Henry Lévy, échevelé, livide au milieu des tempêtes, se démasquera sur le point focal de sa pensée médiatique: le problème palestinien.

La réconciliation inter palestinienne, sous l'égide de l'Egypte post Moubarak, fera l'effet d'une catharsis sur le personnage, le plongeant dans une rage folle en ce qu'elle constituait une menace pour Israël. Une charge véhémente de haine recuite, laissant s'échapper, sous des dehors policé, sa grossièreté légendaire: «Ah ! Les cons» (sur un Munich palestinien) Mais comment peut-on être aussi «con»? , s'exclamera-t-il dans les colonnes de sa revue «La Règle du jeu», dont l'écho dupliqué sera repris par l'hebdomadaire «Le Point».

Quant à son nouveau compère présidentiel, il usera de l'esbroufe pour récupérer, à tout le moins médiatiquement, les révolutions arabes dans une honteuse tentative de son entourage visant à accréditer l'idée d'une France en symbiose avec les meneurs de la révolution arabe, alors qu'elle révélera la confusion mentale des dirigeants français.

Détail piquant, l'opération a été menée par Valérie Hoffenberg, proche collaboratrice du chef de l'état français et dirigeant de l'«American Jewish Committee», en somme la personne la moins indiquée pour une telle tentative en ce qu'elle symbolisait mieux que tout la connivence de Nicolas Sarkozy avec le lobby pro-israélien.

Dans une démarche d'une prétentieux invraisemblable, la responsable tentera d'inviter les jeunes meneurs de la révolution égyptienne pour une session de formation aux rouages de la démocratie française, se faisant vertement rabrouer, comme auparavant avant elle Hilary Clinton, en personne, la secrétaire d'état américain.

Le récit de cette pitoyable aventure a été publié dans la revue «Inrouptibles» vendredi 13 Mai 2011, sous le titre «Comment les héros de la révolution égyptienne ont jeté l'UMP».

Le projet de «former les Egyptiens à la démocratie», alors que les Egyptiens venaient de mener l'une des premières révolutions pacifiques du XXI^e me siècle, par des moyens les plus démocratiques, révèle à tout le moins la désinvolture française, sinon la morgue de ses dirigeants, si préjudiciable au bon renom de la France, qui explique une part de son collapsus.

II- Le Darfour, un contre feu médiatique à Gaza-Palestine

La souffrance, pour cet ancien conseiller de la candidate socialiste aux élections présidentielles françaises, Ségolène Royal, relève d'une construction intellectuelle et constitue la marque d'un tropisme sélectif occidental à l'égard de l'Islam, la tendance dominante de l'intelligentsia parisienne. Un tropisme qui conduira en France chaque notabilité intellectuelle à disposer de sa minorité protégée, comme la marque de la bonne conscience chronique de la mauvaise conscience, comme une sorte de compensation à son trop grand désintérêt pour les Palestiniens, compensant son hostilité aux revendications du noyau central de l'Islam, la Palestine et le Monde arabe, par un soutien à l'Islam périphérique.

Il en est ainsi du philosophe André Glucksmann pour les Tchétchènes, quand bien même son nouvel ami le président Nicolas Sarkozy, est devenu le meilleur ami occidental du président russe Vladimir Poutine. Il en est aussi de Bernard Kouchner, pour les Kurdes, ces supplétifs des Américains dans l'invasion de l'Irak, pour le Darfour, le Biafra et la Birmanie.

Au point qu'un journaliste anglais Christopher Caldwell en déduira dans la prestigieuse revue London Review of Books que cette prédilection pour les zones pétrolifères stratégiques de «l'humanitarisme

transfrontière asservit les intérêts de la politique étrangère française à ceux des Etats-Unis et que l'humanitarisme militarisé du transfuge néo sarkozyste n'est qu'une forme de néo conservatisme larvé». Il en est enfin de même de Bernard Henry Lévy, pour le Darfour, quand bien même son entreprise familiale est mentionnée dans la déforestation de la forêt africaine. Le fait de privilégier le Darfour et non l'enclave palestinienne de Gaza, -un cas de figure en tout point transposable à la province sécessionniste du sud Soudan-, trouverait sa justification médiatique et non morale par le fait que le Darfour a fait office de contre feu médiatique au prurit belligène d'Israël contre le Liban et la Palestine. Nullement le fait du hasard le fait qu'une conférence sur le Darfour ait été convoquée en toute hâte, en juillet 2006, à Paris, par Bernard Henry Lévy et Jacky Mamou, ancien dirigeant de «Médecins sans frontières», trois jours après le déclenchement de la guerre de destruction israélienne contre le Liban dans une tentative de détournement de l'opinion publique européenne sur les agissements israéliens à Beyrouth.

Contrairement à Gaza, sous blocus israélien depuis cinq ans, le Darfour a bénéficié d'une sur médiatisation sans rapport avec la réalité du drame humain qui s'y joue en raison vraisemblablement de sa conformité avec la stratégie de balkanisation de l'Afrique et du Moyen Orient et des liens de proximité entre Israël et M. Abdel Wahed Nur, chef de la Sudan Liberation Army (SLA), un proche de Bernard Kouchner.

Parangon du droit d'ingérence humanitaire, le tandem Kouchner Lévy a toujours prôné les interventions au Kurdistan, en Tchétchénie au Darfour, mais jamais en Palestine, particulièrement à Gaza où aucune aide gouvernementale française, humanitaire, médicale voire même alimentaire, n'y a été dépêchée après sa destruction par Israël, en janvier 2009, illustration caricaturale de l'instrumentalisation du Droit et de la Justice au service des visées hégémoniques du camp israélo-occidental. Au-delà de la Palestine, le Darfour sous tend la lutte d'influence que se livrent Chinois et Occidentaux pour la maîtrise des sources d'énergie. S'éclairent dans cette optique les engagements successifs de BHL tant au Soudan qu'en Libye ou ailleurs (6).

III- Un atlantisme au service de son engagement sioniste

L'homme qui menaçait de ses foudres le général Omar Al Bachir du Soudan, en mars 2007, promettant la victoire aux Darfouris, aura été mutique à un moment charnière de l'ingérence humanitaire, l'assaut naval israélien contre une flottille de pacifistes européens, en pleine zone maritime internationale, le 31 mai 2010, illustration symptomatique de ses dérives et de sa démagogie. En un mot de sa mystification. Que n'a-t-il exigé, en ce moment-là, la levée du Blocus de Gaza comme celui du Darfour? Exigé le percement d'un corridor reliant l'enclave soudanaise à l'enclave palestinienne? Réclamé la comparution en justice des criminels israéliens avec la même vigueur qu'il réclamait celle des criminels soudanais? Sceller, en somme, dans l'ordre symbolique, et la communauté de destin des suppliciés de l'humanité, et la cohérence de son combat. Imprecator tout au long de sa carrière, l'homme s'est dévoilé Matamore en fin de carrière.

Mutique en Palestine comme auparavant à propos des pétromonarchies arabes du Golfe, actif néanmoins contre l'Iran et la Syrie, signant par la même et son alignement atlantiste et son engagement sioniste. Sur les sentiers de la liberté Malraux a atteint les chemins de la gloire. Revendiquant une postérité historique, BHL, sur les traces d'Alexis de Tocqueville, déroulera, en guise de récit, un diaporama de clichés éculés. «En plus de 300 pages, BHL écrit comme un étudiant qui fait du remplissage, avec une tendance à l'abus de questions rhétoriques (...), symbole des écrivains français, généralement «courts sur les faits et longs sur les conclusions», l'exécutera sans ménagement le New York Times (7).

La Libye, son Austerlitz, sera aussi son Waterloo, au vu des piètres résultats de son exposition médiatique du printemps. Ah le résultat calamiteux: Mobiliser l'OTAN, le Charles de Gaulle, les Rafales, pour instaurer la Chariah. Démembrer le Soudan et mettre la main sur la Libye afin de couper le ravitaillement énergétique de la Chine pour finir par mendier à cette même Chine cinquante milliards de dollars pour renflouer l'Euro....Point n'était besoin de faire normal sup pour déboucher sur de tels piètres résultats. De plein fouet l'effet boomerang aura atteint ce stratège en chambre.

«Islam des lumières versus Islam des ténèbres» dans ses diverses variantes est sa ritournelle favorite pour masquer son engagement impérialiste. «La culture de la vie versus la culture de la mort», «l'axe de la modération contre l'axe de l'intolérance», dans la même veine, se révéleront, en fin de compte, comme autant de déclinaisons d'une même face, celle qui exalte la logique de la vassalité à l'ordre

israélo américain, face à la contestation de la logique de la soumission. Un enfumage conceptuel. Un bobard. Un truc de roman-enquêteur en somme.

«Seigneur et maître des faussaires», dont le «moralisme se mue en Maccarthysme», redoutable dans l'art d'exercer le «terrorisme intellectuel», alors même que ses fiascos retentissants disqualifieraient sur-le-champ bien moins omnipotent que lui» (8), BHL est fort de la faiblesse de ses partenaires. Son gigantisme est le fruit du nanisme de ses compagnons de route et de leur indigence mentale, pitoyables arabes afghans de Bosnie et d'Afghanistan, déplorables arabes de Libye, oublieux de la sentence du révolutionnaire Mirabeau, à savoir qu'«Il existe quelqu'un de pire qu'un bourreau son valet (9).

Inoubliable, Malraux, en contrepoint, s'inclinant devant la mémoire de Jean Moulin, «chef d'un peuple de la nuit», que nulle contorsion médiatique, nulle enflure langagière ou nulle boursoufflure phraséologique ne sauraient égaler, ni occulter de la mémoire des hommes, des mots à jamais graver dans la mémoire des peuples résistants: «Comme Leclerc entra aux Invalides, avec son cortège d'exaltation dans le soleil d'Afrique, entre ici, Jean Moulin, avec ton terrible cortège. Entre avec le peuple né de l'ombre et disparu avec elle, nos frères dans l'ordre de la nuit» (10). Malraux, en défenseur des faibles, était un homme de son temps. BHL, dans le camp des puissants, un homme de l'Otan. En Afghanistan, en Bosnie, en Libye. En Israël avec les colons contre les Palestiniens spoliés.

Immarcescible ministre de la Culture du général de Gaulle, Malraux c'était le verbe et l'action, un verbe magnifié par l'action, l'action sublimée par le verbe. BHL, le verbiage, la posture et l'imposture. Malraux, un homme de guerre et de Paix. BHL... un guère épais.

Références

1- Dans «La guerre sans l'aimer» (Grasset), BHL narre ainsi le récit de son exposition du printemps 2011: «Il y a un précédent d'un écrivain français déclenchant une guerre, c'est celui de Chateaubriand. Chateaubriand ou Malraux...BHL évince Juppé pour se donner le beau rôle: «On se souvient de la façon dont il s'est conduit au moment de la Bosnie, puis du Rwanda, il sera forcément contre cette histoire libyenne. Il ne serait pas Juppé s'il n'était pas contre. Si je peux me permettre un conseil: tout faire depuis ici, à travers la cellule diplomatique, et ne rien dire à personne -garder le secret, même pour Juppé». Et voilà le ministre des Affaires étrangères sorti du jeu à la demande de BHL. Il apprendra par la presse la reconnaissance du CNT par la France. Ce qui occasionnera une menace de démission.

2- Dans un discours passé à la postérité, prononcé à l'université de Salamanque le 12 octobre 1936, en présence de l'épouse du Caudillo, le général Franco, entourée de généraux et de ministres, l'auteur du «Sentiment tragique de la vie» était sommé en sa qualité de Recteur de l'Université de Salamanque de prendre la parole à la cérémonie en l'honneur de la Vierge du Pilar. Au général Milay Astray, le commandant de la légion, qui venait de vociférer un discours haineux ponctué par des cris «Viva la muerte», « Mueran los intelectuales (Vive la mort. A mort les intellectuels), Unamuno répondit en ces termes: «Vive la mort...Je viens d'entendre un cri morbide ... Cette université est le temple de l'intelligence. Et je suis son grand prêtre. C'est vous qui profanez son enceinte sacrée. Vous vaincrez parce que vous disposez de la force brutale; vous ne convaincrez pas car il vous manque la raison. Je considère comme inutile de vous exhorter à penser à l'Espagne. J'ai terminé ». Et il quitta l'estrade dans un silence de mort avant d'être prestement évacué sous les insultes des phalangistes. Assigné à résidence, Miguel de Unamuno mourut peu après de dégoût.

3 «La condition humaine » et «l'Espoir» sont deux titres d'ouvrage d'André Malraux.

4- Plagiat et Bidonnage: Thierry Ardisson, Eric Zemmour, Calixte Belaya, Alain Minc... Tous ont défrayé la chronique pour des soupçons de plagiat. Certains d'entre eux ont même été condamnés. Selon Hélène Maurel-Indart, auteur de « Plagiats, les coulisses de l'écriture », le cas de la biographie est particulièrement délicat, «un genre sensible, une cible privilégiée pour les candidats aux plagiats et les écrivains pressés ». Les rares auteurs condamnés pour des faits de contrefaçon partielle sont pour beaucoup des auteurs de biographies. Henri Troyat, Alain Minc et PPDA. Autre constat: les écrivains connus, notamment dans d'autres sphères que la littérature, sont très appréciés par les maisons d'éditions. Mais, faute de temps, ces mêmes auteurs ont souvent recours à des collaborateurs, autrement dit, « des nègres ». « Pour des raisons commerciales, les maisons d'édition ont besoin que leurs auteurs vendeurs produisent régulièrement des best sellers. Or les auteurs concernés, pour certains d'entre eux, n'ont pas le temps ou l'inspiration. Certaines maisons proposent donc des 'collaborateurs'. Ce système existe et entraîne des dérapages quand le signataire n'est plus l'auteur à part entière de son ouvrage ; et qu'il ne fait que relire et retoucher. Donc, la notion d'auteur est diluée », analyse Hélène Maurel-Indart.

Voici quelques exemples de personnalités soupçonnées de plagiat.

Alain Minc, « Spinoza, un roman juif »: Le conseiller politique de Nicolas Sarkozy et ancien Président du Comité de surveillance du journal Le Monde, a été condamné en 2001 à verser 15.250 euros de dommages et intérêts à Patrick Rödel, l'auteur de « Spinoza, le masque de la sagesse ».

Jacques Attali: plagier un livre qui n'est pas sorti ! Coup de maître. Dans les années 1990, Jacques Attali a pompé des entretiens de François Mitterrand réalisés par le prix Nobel de la Paix, Elie Wiesel. L'économiste assistait aux entrevues. Jacques Attali a inséré 43 extraits de ces audiences dans son ouvrage Verbatim, en modifiant les dates et les lieux. Les éditions Odile Jacob ont assigné Attali devant les tribunaux pour concurrence déloyale, elles ont été déboutées de leur demande.

Eric Zemmour, « Le premier sexe », est soupçonné d'avoir plagié Alain Soral dans son essai sur la féminisation de la société, paru en 2006. En effet, sept ans avant, Alain Soral avait écrit « Vers la féminisation ». Le journaliste Eric Zemmour a toujours nié ces accusations et assure : « Je ne l'avais pas lu son livre ».

Thierry Ardisson, « Pondichéry », a reconnu avoir fait du plagiat dans son ouvrage paru en 1994. « C'est une connerie, c'est vrai. J'ai piqué 70 lignes sur un bouquin de 300 pages ». Mais en 2005, une enquête de Jean Robin, révèle que l'animateur aurait plagié plusieurs ouvrages, soit au total près de 60 pages. Son ouvrage a été retiré de la vente par Albin Michel.

Calixte Beal, multirécidiviste, s'est fait épingle à plusieurs reprises pour des affaires de plagiat. Dans son ouvrage « Le petit prince de Belleville », publié en 1992 par Albin Michel, elle reprend une quarantaine de passages du livre d'Howard Butent, « Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué » (Seuil, en 1981). En mai 1996, le tribunal de grande instance de Paris la condamne pour « contrefaçon partielle ». Après l'affaire de plagiat qui a ébranlé Patrick Poivre d'Arvor, c'est au tour de Michel Drucker d'être pris dans la tourmente d'une affaire similaire. Les faits remontent à 2005. L'animateur télé demande à son ex-compagne, l'écrivaine Calixte Beyala, d'écrire un livre à sa place. Un livre d'entretien où Michel Drucker devait répondre aux questions de Régis Debray. Finalement, c'est Calixte Beal qui aurait rédigé les 12 réponses, mais sans n'avoir jamais reçu les 200.000 euros qui lui avaient été promis. En cause ? L'ouvrage commandé par les éditions Albin Michel à Michel Drucker n'a jamais été publié. L'animateur de télévision a été condamné par la cour d'appel de Paris à verser 40.000 euros à son ex-compagne.

Michel Houellebecq: « La Carte et le territoire » Plusieurs passages du dernier Houellebecq sont empruntés à l'encyclopédie en ligne Wikipédia, comme le révèle Slate.fr. Interrogé par BibliObs.com, l'écrivain s'était défendu de tout copiés-collés préférant parler d'un « genre de patchwork ».

Bidonnage à TF1 : non, ce n'est pas la première fois ! Chacun sait désormais que le reportage diffusé pendant le journal télévisé (JT) de 13 heures de TF1, le 23 juin, au sujet du Contrat de responsabilité parentale mis en place par le Conseil général de Nice, était un bidonnage. En y revenant de nouveau aujourd'hui, on ne voudrait pas donner l'impression de s'acharner sur qui que ce soit. Telle n'est pas l'intention et nous avons mieux à faire. Seulement voilà : dans son édition du 27 juin, le présentateur-vedette du JT de 13 heures – Jean-Pierre Pernaut – est revenu que cette affaire. Présentant les excuses de la chaîne de télévision, il a dit ceci: «Nous sommes sincèrement désolés de ce manquement inadmissible au sérieux, à l'éthique et à la déontologie de l'information. C'est la première fois dans l'histoire de nos journaux». Tous les mensonges ont beau être insupportables, ils ne méritent pas tous d'être relevés. Mais le poids de la télévision est tel dans la société française contemporaine (le JT de 13 heures de TF1 serait regardé par 7 millions de téléspectateurs dans ses meilleurs jours), qu'on ne saurait laisser passer celui-là sans réagir. De fait, ce n'est absolument pas la première fois que TF1 diffuse des reportages bidonnés. Au contraire, la liste est longue. C'est ce que rappelle avec humour le «décrypteur d'images télé» Christophe Del Debbio.

De la fausse interview de Fidel Castro par Patrick Poivre D'Arvor en décembre 1991 au pseudo «reportage exclusif» sur le Pape présenté par Laurence Ferrari en avril 2011, en passant notamment par les multiples séquences où l'on a fait jouer le film de leurs propres exploits à des policiers ou des gendarmes, la liste est vraiment longue et elle vaut le détour. Non pas pour dénigrer une chaîne de télévision en particulier (TF1 n'a pas le monopole du bidonnage), mais par simple goût de la vérité.

<http://insecurite.blog.lemonde.fr/2011/06/30/bidonnage-a-tf1-non-ce-nest...>

5- Carla Bruni, épouse du président Nicolas Sarkozy, avait été auparavant, la compagne du philosophe Jean Paul Enthoven, ami de BHL. Lors d'un séjour de vacances à Marrakech, dans la propriété de BHL, Carla est tombée amoureuse du propre fils de son compagnon, Raphaël Enthoven, à l'époque marié avec

la propre fille de Bernard Henry Lévy, Justine Lévy, qui narrera ses déboires conjugaux dans un ouvrage intitulé «Rien de grave». (Editions Stock 2004). Carla Bruni et Raphael Enthoven ont eu un enfant, Aurélien, Bernard Henry Lévy, quant à lui, avait soutenu Ségolène Royal, la rivale socialiste de Nicolas Sarkozy, lors des dernières élections présidentielles françaises, en 2007.

6 – Via l’Iran, le Soudan et l’Arabie saoudite, la Chine vise à sécuriser son ravitaillement énergétique de l’ordre de dix millions de barils/jour en 2010, en vue de soutenir sa croissance et de réussir l’enjeu majeur de sa diplomatie attractive, le développement sud-sud. La croissance exponentielle des besoins de la Chine pourrait exacerber la tension sur les cours du brut et les marchés pétroliers fragilisant davantage les économies occidentales déjà déstabilisées par l’effondrement du système bancaire et la crise de l’endettement européen.

Le commerce bilatéral Chine Afrique a été multiplié par 50 entre 1980 et 2005, quintuplant entre 2000 et 2006. Avec 1.995 milliards de dollars de réserve de change, une main d’œuvre bon marché exportable, une absence de passif colonial, la Chine, qui a déjà supplanté la France en Afrique, se pose en puissance mondiale. Premier détenteur de bons de trésor américain, de l’ordre de 727 milliards de dollars, devant le Japon (626 milliards de dollars), la Chine y a déjà adopté le ton, invitant, le 13 mars, les Etats-Unis à «honorer ses engagements, à se comporter en une nation en qui on peut avoir confiance et à garantir la sécurité des liquidités chinoises », dans une admonestation jamais subie par la puissance américaine (7). Dans cette perspective, des stratèges occidentaux n’hésitent pas à prédire un affrontement majeur entre la Chine et les Etats-Unis pour le leadership mondial, à l’horizon de l’an 2030.

7 – « American vertigo » Quand la presse américaine croise le fer avec Bernard-Henri Lévy Article paru dans l’édition du 10.02.06 «American Vertigo», récit du séjour de l’écrivain sur les traces de Tocqueville, cible de nombreux chroniqueurs américains. Le New York Times s’y est pris à deux fois pour exécuter Bernard-Henri Lévy et son vertige américain. La première salve a été tirée avec verve et cruauté, en «une» de son supplément littéraire, le 29 janvier 2006, par une figure très populaire aux Etats-Unis, Garrison Keillor, un romancier, humoriste et animateur de «Home Prairie Companion» sur la radio publique.

Pour lui, American Vertigo (Grasset éd.), le récit du voyage de BHL sur les traces de Tocqueville, publié en langue anglaise avant de l’être en français, est une succession de lieux communs, qui «n’a aucune raison d’exister en anglais». Il enfonce le clou: «En plus de 300 pages, personne ne raconte une blague. Personne ne travaille vraiment. Personne ne s’assoit pour manger et apprécier sa nourriture? Vous avez vécu toute votre vie en Amérique, sans jamais aller dans une méga Church ou un bordel, vous n’avez pas d’armes, n’êtes pas amish, et il vous apparaît qu’en fait ce livre est au sujet des Français». Bernard-Henri Lévy «écrit comme un étudiant qui fait du remplissage», avec une tendance à l’abus de questions rhétoriques: «Est-ce comme ça que les Français parlent, ou réservent-ils ça aux livres sur l’Amérique?» En tant que symbole des écrivains français qui «sont courts sur les faits et longs sur les conclusions», BHL est habillé pour l’hiver. Mais le costard est taillé à la «une» du supplément, très rarement réservée à un intellectuel français. Une semaine plus tard, le quotidien a remis le couvert dans le cahier Arts, sous la plume de William Grimes, ancien chroniqueur culinaire du quotidien. Le critique reconnaît que Bernard-Henri Lévy a du cran, et «de temps en temps» une pensée éclairante et un regard acéré. Mais «il y a de nombreux moments, voyageant en voiture avec lui, où vous avez envie de lui dire de la fermer cinq minutes et de mieux regarder le paysage». Au final, il juge l’auteur « paresseux » et les chaussures de Tocqueville trop grandes pour BHL. Le Los Angeles Times, USA Today ou le Seattle Times sont également très réservés.

Pour aller plus loin, Cf. <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/03/MORGAN/13270>

8- Pascal Boniface in «Les Intellectuels faussaires» de Pascal Boniface. Editions JC Gausewitch, Mai 2011, page 247. Le manuscrit a été refusé par 14 éditeurs.

9 – Honoré Gabriel Riquetti, comte de Mirabeau, a été un révolutionnaire français. Surnommé l’Orateur du peuple, il reste le premier symbole de l’éloquence. Auteur, en 1776, d’un « Essai sur le despotisme », il y dénonce l’arbitraire du pouvoir royal: «le despotisme n’est pas une forme de gouvernement, s’il en était ainsi, ce serait un brigandage criminel et contre lequel tous les hommes doivent se liguier».

Condamné à mort par contumace, puis extradé et emprisonné au château de Vincennes de 1777 à 1780, Il y écrivit des lettres, publiées après sa mort sous le titre de Lettres à Sophie, chef d’œuvre de la littérature passionnée ainsi qu’un virulent libelle contre l’arbitraire de la justice de son temps, « Des Lettres de cachet et des prisons d’État.

10 – Discours d'André Malraux lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon le 19 décembre 1964 <http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/dossiers/malraux2006/disco...>

BHL, L'homme des Ides de Mars : Ce papier est co-publié dans le N°2 de la revue trimestrielle «Les Zindignés», la revue des résistances et des alternatives dirigée par le philosophe Paul Ariès.

[René Naba](#) |

le 19 mars 2012

<http://oumma.com/11842/bernard-henri-levy-homme-de-son-temps-ou-homme-de-lota>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19
-